



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



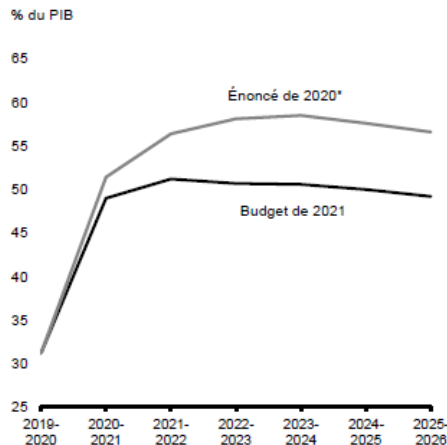
BRÈVES ÉCONOMIQUES DU CANADA

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES

D'OTTAWA ET DE MONTREAL

Avril 2021

Graphique 41
Dette fédérale
% du PIB



* Les données de l'Énoncé de 2020 comprennent les perspectives de restrictions de plus en plus sévères ainsi qu'un investissement supplémentaire de 100 milliards de dollars (scénario 4).

Sources : Tableaux de référence financiers; ministère des Finances Canada

En bref: amélioration des prévisions de finances publiques

À l'occasion de la publication du budget fédéral 2021/2022, le gouvernement canadien a souligné l'amélioration des perspectives d'évolution des finances publiques par rapport aux précédentes estimations (*Énoncé économique*, nov. 2020). Le déficit enregistré pour l'exercice 2020/2021 s'est établi à 16% du PIB (contre 17,5% initialement prévu), la trajectoire de dette au niveau fédéral a également été revue à la baisse. Le gouvernement entend contenir le ratio de dette/PIB à 51,2% (ratio atteint en 2022/2023), avant de réduire progressivement ce taux d'endettement (objectif de 49% en 2025/2026). Ces améliorations des prévisions de finances publiques font suite aux perspectives de reprise amorcées début 2021 et qui devraient se confirmer au long de l'année (croissance attendue de 6,5% en 2021 selon la Banque du Canada).

Bilan des échanges France-Québec

Après trois ans de forte croissance, la crise sanitaire débutée en mars 2020 aura eu un impact majeur sur le niveau des échanges de biens entre la France et le Québec. Selon les chiffres de l'Institut de la Statistique du Québec, les exportations de produits français vers le Québec s'établissent à 3,28 Md CAD (2,1 Md€) en 2020, en baisse de 14,3 % par rapport à 2019. En revanche, résistant mieux à la crise, les ventes de produits québécois en France ne connaissent qu'une baisse plus légère (-1,9 %). Le secteur aéronautique reste très important pour les deux partenaires (24 % des échanges totaux). Du côté des produits français, les industries vinicoles, pharmaceutiques et cosmétiques constituent les autres principaux secteurs d'exportation alors que du côté québécois, ce sont surtout les exportations de minerais de fer qui mènent les échanges. Le Québec demeure en 2020 la principale province partenaire de la France au Canada (47,5 % des échanges France-Canada). Parmi les pays de l'Union Européenne, la France est maintenant le 2nd fournisseur du Québec (derrière l'Allemagne) et le 3^{ème}

client (derrière l'Allemagne et les Pays-Bas). Retrouvez la note complète du Service économique de Montréal [ici](#).

Économie et politiques sectorielles

1 COVID-19

- ▶ Maintien de la subvention salariale et de la subvention d'urgence pour le loyer jusqu'au 25 septembre
- ▶ Mise en place d'un congé maladie temporaire en Ontario

2 Politiques économiques

- ▶ Publication du premier budget fédéral depuis 2 ans
- ▶ Publication du Rapport trimestriel de politique monétaire
- ▶ Une proposition de resserrement des conditions de crédit du Bureau du Surintendant des institutions financières
- ▶ Abandon du projet de régulateur financier fédéral

3 Aéronautique

- ▶ Un plan de soutien de 5,9 Md CAD pour Air Canada et de 700 M CAD pour Air Transat
- ▶ Le gouvernement du Québec finance des projets collaboratifs du *Regroupement pour le développement de l'avion plus écologique*

4 Environnement et énergie

- ▶ Présentation du plan climat conservateur
- ▶ Arrêt du projet de *pipeline* Trans Mountain pour quatre mois
- ▶ Lancement d'un *hub* hydrogène en Alberta.

5 Agriculture et agroalimentaire

- ▶ Le gouvernement fait de l'agriculture un des piliers de son engagement climatique
- ▶ Résolution du conflit entre le Québec et l'Australie sur le vin

6 Télécoms

- ▶ Le CRTC met en place des mesures pour stimuler la concurrence

Entreprises

1 Ressources naturelles - Énergie

- ▶ Fortuna Silver Mines fait l'acquisition de la compagnie RoxGold
- ▶ L'entreprise française Waga Energy lance un premier projet de gaz naturel renouvelable au Canada
- ▶ Boralex signe un nouveau contrat d'achat d'électricité renouvelable pour la consommation d'IBM France

2 Aéronautique

- ▶ Air Canada retire son offre d'achat pour Transat

3 Finance - Banques

- ▶ La Banque de Montréal (BMO) recentre ses activités sur l'Amérique du Nord

4 Transports et infrastructures

- ▶ Concurrence entre Canadian National Railway et Canadian Pacific pour le rachat de Kansas City Southern

5 Numérique / Tech

- ▶ Atos fait l'acquisition du Canadien Processia
- ▶ Deux nouvelles « licornes » canadiennes
- ▶ La société marseillaise de service TI Klanik poursuit son expansion à Montréal
- ▶ AMA renforce sa présence en Amérique du Nord par l'ouverture d'un bureau à Montréal

Évènements

- ▶ 5 mai : « *Advancing sustainable Finance in France and Canada* »
- ▶ 5 mai : Webinaire de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain : Perspectives générales sur le marché européen - Pleins feux sur le développement dans le contexte actuel
- ▶ 6 mai : « Réseautage Est-Ouest » organisé par le CCI française au Canada
- ▶ 10-12 mai : 2ème édition du Forum MobiliT.AI
- ▶ 12 mai : « *Importing Food products in Canada from the EU* » (EUCCAN)
- ▶ 19 mai : « Vous lancer au Canada ! », événement organisé par la CCI française au Canada
- ▶ 25-27 mai : Canadian Immigration Virtual Summit, Conference of Board
- ▶ 27 mai : « Europe Canada Tech Business Days »

Économie et politiques sectorielles

1 COVID-19

Maintien de la subvention salariale et de la subvention d'urgence pour le loyer jusqu'au 25 septembre

À l'occasion de la présentation du Budget fédéral 2021, la vice-Première ministre et ministre des Finances Chrystia Freeland a annoncé la prolongation des mesures de soutien (Subvention salariale d'urgence du Canada et Subvention d'urgence pour le loyer) jusqu'au 25 septembre 2021. Cette prolongation s'accompagnera d'une réduction progressive des taux à compter du 4 juillet. Pour rappel, la Subvention salariale a déjà bénéficié à plus de 5,3 M de Canadiens, tandis que la Subvention d'urgence pour le loyer a aidé plus de 154 000 organismes à assurer le paiement de leur loyer.

Mise en place d'un congé maladie temporaire en Ontario

Le Premier ministre conservateur Doug Ford a annoncé la mise en place d'un congé maladie de 3 jours temporaire jusqu'au mois de septembre, face à la résurgence de l'épidémie de Covid-19 dans la province. Cette mesure fait suite aux débats qui mettent aux prises certaines provinces (notamment la Colombie-Britannique et l'Ontario) et le gouvernement fédéral canadien pour une réforme du congé maladie fédéral existant. Le coût estimé de cette mesure mise en œuvre en Ontario est estimé à 2 Md CAD (1,3 Md€).

2 Politiques économiques

Publication du premier budget fédéral depuis 2 ans

Le gouvernement fédéral canadien a publié le 19 avril son budget prévisionnel pour l'exercice 2021/2022, le premier depuis plus de 2 ans. Les prévisions se sont

légèrement améliorées par rapport à l'Enoncé économique publié en novembre 2020, notamment au niveau du déficit public (désormais estimé à 354 Md CAD/235 Md€ pour 2020/2021). Le budget 2021 confirme par ailleurs le plan de relance de 100 Md CAD (67 Md€) annoncé fin 2020 par le gouvernement, avec un accent mis sur la transition énergétique ou le système de garde d'enfants. Enfin les mesures mises en place au printemps 2020 (subvention salariale, subvention pour le loyer) sont prolongées jusqu'au 25 septembre 2021 au minimum.

Publication du Rapport trimestriel de politique monétaire

La Banque du Canada a publié le 21 avril son deuxième Rapport de politique monétaire de l'année, dans lequel elle souligne une nette amélioration des perspectives de croissance canadiennes (6,5% de croissance attendue en 2021). Par conséquent, la Banque centrale canadienne a annoncé une réduction progressive de ses programmes de Quantitative Easing, ainsi qu'une potentielle hausse de son taux directeur à partir du 2nd semestre 2022. Enfin la Banque du Canada a pris acte des tensions inflationnistes dans certains secteurs (notamment sur le marché immobilier), mais a souligné que ces tensions étaient transitoires et que les perspectives d'inflation à moyen et long-terme restaient équilibrées.

Une proposition de resserrement des conditions de crédit du Bureau du Surintendant des institutions financières

Face à l'apparition de tensions sur le marché immobilier, le Bureau du superintendant des institutions financières a proposé le 8 avril de fixer le taux admissible applicable aux prêts hypothécaires non assurés au montant le plus élevé entre le taux hypothécaire contractuel majoré de 2 % et un taux plancher établi à 5,25 % (contre 4,75% actuellement). Cette proposition a été accueillie favorablement par la Banque centrale dans son dernier Rapport de politique monétaire (avril 2021).

Abandon du projet de régulateur financier fédéral

Le département des Finances canadien a annoncé le 1er avril la cessation d'activité de l'organisme chargé de préparer la création d'un régulateur fédéral des marchés financiers (*Capital Markets Authority Implementation Organization*) lancé il y a cinq ans. Cette décision, prise conjointement au niveau fédéral et au niveau de sept provinces et un territoire, ferait suite à une érosion de la volonté politique dans certaines provinces telles que l'Ontario ou la Colombie-Britannique. Il convient de rappeler que le Canada est le seul pays du G20 ne disposant pas d'un régulateur national ; les provinces et territoires canadiens sont chargés de leur propre supervision financière.

3 Aéronautique

Un plan de soutien de 5,9 Md CAD pour Air Canada et de 700 M CAD pour Air Transat

La ministre des Finances (Chrysta Freeland) et le ministre des Transports (Omar Alghabra) ont dévoilé le 12 avril 2021 un plan destiné à soutenir Air Canada, fortement affectée par la pandémie et ses conséquences sur le trafic aérien. Le gouvernement fédéral devrait permettre à la compagnie d'emprunter jusqu'à 5,9 Md CAD (3,9 Md€) dans le cadre du programme de Crédit d'Urgence pour les Grands Employeurs (CUGE), et a en outre annoncé le rachat de 21 M d'actions de la compagnie aérienne, pour un montant total de 500 M CAD (333 M€). La participation du gouvernement fédéral dans la principale compagnie pancanadienne pourrait atteindre 19,99% au maximum. En contrepartie, la compagnie devra rembourser les clients dont les vols ont été annulés depuis février 2020 et reprendre la desserte de la quasi-totalité des destinations régionales. Ce plan de soutien a été accueilli chaleureusement par les acteurs et observateurs du secteur aérien, en proie à de grosses difficultés depuis l'éclosion de la pandémie (pertes de 4,65 Md CAD/3,1 Md€ en 2020).

Le même type de soutien vient d'être accordé à Air Transat après plusieurs semaines de discussions. La

compagnie aérienne québécoise a annoncé avoir conclu un accord avec le gouvernement fédéral lui permettant un emprunt de 700 M CAD (470 M €) dans le cadre du CUGE. Pour rappel, les avions de la compagnie Transat sont cloués au sol depuis janvier, et l'entreprise a dû se séparer de 85% de son personnel ; ses pertes sont estimées à près de 500 M CAD (336 M€) sur l'année 2020.

Le gouvernement du Québec finance des projets collaboratifs du Regroupement pour le développement de l'avion plus écologique

Le ministre de l'Économie et de l'Innovation du Québec, Pierre Fitzgibbon, a profité de sa présence à l'assemblée générale annuelle du cluster montréalais de l'aéronautique Aéro Montréal le 19 avril pour annoncer l'octroi d'une subvention de 48,65 M CAD (32,6 M€) au Regroupement pour le développement de l'avion plus écologique. Cette contribution financière appuiera la réalisation du projet mobilisateur Les projets collaboratifs de l'aéronef de demain, totalisant des investissements privés et publics de plus de 97 M CAD (65 M€), en vue de favoriser la reprise de l'activité au sein du secteur québécois de l'aérospatiale. À long terme, les résultats qui en découleront pourraient s'intégrer dans le développement de nouveaux aéronefs plus écoproformants. Dans le cadre de cette initiative, les maîtres d'œuvre et des équipementiers du secteur réaliseront, de concert avec leurs partenaires respectifs, quatre projets collaboratifs qui mobiliseront des PME, des universités ainsi que des laboratoires publics. Plusieurs filiales québécoises d'entreprises françaises participent à ces projets notamment Thalès, Airbus et Stelia.

4 Environnement et énergie

Présentation du plan climat conservateur

A peine un mois après le jugement de la Cour Suprême légitimant la tarification du carbone mise en place par le gouvernement fédéral en 2018 (*voir Brèves de Mars*), le Parti Conservateur a présenté le 15 avril un plan environnemental avec une proposition de tarification carbone alternative à celle actuellement en vigueur.

La tarification proposée par les Conservateurs prévoit que le montant de la « taxe » payé par chaque individu lui soit reversé intégralement sur un « compte d'épargne personnel pour la réduction du carbone », géré sur le modèle d'un programme de récompenses destiné à faire des achats écologiques comme un vélo, un abonnement de transport en commun ou un nouveau chauffe-eau. Cette proposition a été critiquée par les Libéraux comme liant les investissements des ménages dans la transition écologique à leur « capacité à polluer » (« *the more you burn, the more you earn* » selon le ministre de l'environnement libéral). La tarification en vigueur sous le gouvernement fédéral repose quant à elle sur un crédit d'impôt forfaitaire non directement lié au montant de la taxe carbone payé par chaque individu. Le nouveau plan conservateur doit permettre d'atteindre l'ancienne cible du Canada de 30% de réduction des émissions de gaz à effet de serre par rapport au niveau de 2005 d'ici 2030. Justin Trudeau a en effet annoncé quelques jours plus tard, lors du Sommet des leaders pour le Climat le 22 avril, une nouvelle cible de réduction des émissions canadiennes de 40 à 45% d'ici 2030 par rapport au niveau de 2005.

Arrêt du projet de *pipeline* Trans Mountain pour quatre mois

Le gouvernement canadien a ordonné l'arrêt des travaux sur une section du projet d'oléoduc pétrolier Trans Mountain proche de Burnaby (Colombie-Britannique) pour une durée de 4 mois. Cette décision fait suite à des observations du ministère de l'Environnement et du Changement climatique quant à l'impact des travaux sur les populations d'oiseaux proches de Burnaby. Pour rappel, la *Trans Mountain Expansion* (TMX) a pour objectif de relier Edmonton (Alberta) à la côte ouest du Canada, en Colombie-Britannique. Le projet est estimé à 12,6 Md CAD (8,4 Md€) et devrait permettre de tripler la capacité de transport d'hydrocarbures entre l'Alberta et la façade pacifique canadienne.

Lancement d'un *hub* hydrogène en Alberta.

Une coalition d'acteurs privés et publics se sont réunis en Alberta pour lancer le *Edmonton Region Hydrogen Hub*, afin de favoriser le développement des

technologies bas-carbone en Alberta et ainsi favoriser la transition énergétique dans la province (particulièrement riche en hydrocarbures). Ce *hub* bénéficie d'un soutien de *Western Economic Diversification Canada* à hauteur de 1,2 M CAD (800 000 €), de *Alberta Industrial Heartland Association* (600 000 CAD / 400 000 €) et de la province de l'Alberta (450 000 CAD / 300 000 €). Un rapport récent de l'AIHA soulignait que le potentiel marchand de l'hydrogène au Canada représentait environ 100 Md CAD (67 Md €) par an.

5 Agriculture et agroalimentaire

Le gouvernement fait de l'agriculture un des piliers de son engagement climatique

Plusieurs mesures du budget fédéral 2021 visent à faire contribuer le secteur agricole aux objectifs environnementaux du gouvernement. Le nouveau programme « Solutions agricoles pour le climat » voit son budget initial de 185 M CAD (124 M€) renfloué de 200 M CAD (134 M€) et un nouveau fond de 60 M CAD (40 M€) permettra de protéger les zones agricoles d'intérêt écologique. Ce budget soutient le développement d'énergies moins carbonées tout en prévoyant de reverser une partie des recettes de la tarification sur le carbone aux agriculteurs. Cela devrait représenter 100 M CAD (67 M€) la première année et augmenter à mesure que la tarification sur le carbone augmentera. Un soutien à hauteur de 2 000 CAD (1 340 CAD) par travailleur étranger permettra de limiter le manque de main-d'œuvre. Le budget 2021 prévoit 1 Md CAD (670 M€) supplémentaires aux 2,75 Md CAD (1,8 Md€) déjà proposés pour soutenir le déploiement rapide des projets de connectivité, qui permettront de tirer profit des technologies agricoles de pointe dans les zones rurales.

Résolution du conflit entre le Québec et l'Australie sur le vin

L'Australie avait déposé une plainte auprès de l'OMC en 2018, estimant que le Canada et certaines de ses provinces favorisaient les producteurs locaux de vin au détriment des produits étrangers. Le gouvernement fédéral canadien avait conclu un accord avec

l'Australie à l'été 2020, tandis que les différentes provinces visées (Ontario, Colombie-Britannique, Nouvelle-Ecosse) avaient également résolu ce différend. Le Québec était la dernière province engagée dans ce conflit commercial, qui prend ainsi fin. L'accord prévoit que, d'ici le 1er décembre 2023, les vins québécois soient assujettis, au même titre les vins importés, à une majoration payable à la Société des Alcools du Québec (SAQ) pour les produits vendus dans les autres magasins que ceux de la SAQ.

6 Télécoms

Le CRTC met en place des mesures pour stimuler la concurrence

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), principal régulateur du secteur des télécoms canadien, a rendu le 15 avril une décision forçant les trois grands opérateurs pancanadiens (Rogers, Bell, Telus) ainsi que SaskTel à commercialiser un accès à leurs réseaux aux opérateurs régionaux qui s'engageront à investir dans leur propre réseau d'infrastructures. La décision du CRTC, motivée par le pouvoir de marché des trois opérateurs constaté sur la plupart du territoire canadien (et de SaskTel au Saskatchewan), a pour objectif de renforcer l'état concurrentiel du marché des télécoms.

Entreprises

1 Ressources naturelles - Énergie

Fortuna Silver Mines fait l'acquisition de la compagnie RoxGold

L'entreprise Fortuna Silver Mines, située à Vancouver (Colombie-Britannique), a annoncé le 26 avril le rachat prochain de la compagnie minière Roxgold, qui opère principalement en Afrique de l'Ouest. Ce rachat, estimé à environ 1 Md CAD (670 M€), devrait permettre une diversification de Fortuna Silver, dont les activités sont concentrées au Mexique et en

Amérique du sud. Roxgold exploitait notamment une mine d'or au Burkina Faso, dont les capacités annuelles de production sont évaluées à 125 000 onces (environ 3,5 tonnes).

L'entreprise française Waga Energy lance un premier projet de gaz naturel renouvelable au Canada

Waga Energy, la Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie et Énergir ont annoncé le 13 avril 2021 leur association afin de lancer un projet d'injection de gaz naturel renouvelable (GNR) sur le site d'enfouissement des déchets de Saint-Étienne-des-Grès (Québec) un premier projet en son genre en sol canadien. La technologie WAGABOX®, qui sera utilisée pour ce projet, permet aux opérateurs de sites d'enfouissement de valoriser le gaz émanant de ces sites sous forme de GNR, aussi appelé biométhane. L'unité WAGABOX® de Saint-Étienne-des-Grès, qui sera construite au Québec par la filiale canadienne de Waga Energy et qui sera mise en service dès 2022, pourra traiter jusqu'à 3 400 m³/h de gaz et produire 468 000 gigajoules de GNR par an, soit l'équivalent de la consommation annuelle de 8 000 foyers québécois. Sa mise en service évitera l'émission de 23 000 tonnes d'eqCO₂ par an.

Borex signe un nouveau contrat d'achat d'électricité renouvelable pour la consommation d'IBM France

L'entreprise québécoise Borex a annoncé le 29 avril la signature d'un contrat avec IBM France. À travers ce contrat, Borex, pionnière des énergies renouvelables et premier producteur indépendant de l'éolien terrestre de France, fournira à IBM France l'équivalent, en électricité verte, de 55% de la consommation annuelle des sites et *data centers* implantés par IBM sur le territoire français. Cet accord s'inscrit dans le cadre de l'initiative d'IBM d'utiliser 100% d'électricité renouvelable en France. L'électricité fournie proviendra du portefeuille d'actifs de Borex dont les contrats avec EDF seront venus à échéance.

2 Aéronautique

Air Canada retire son offre d'achat pour Transat

La compagnie aérienne pancanadienne a annoncé le vendredi 2 avril 2021 qu'elle retirait l'offre d'achat qui avait été faite à un de ses concurrents, Transat AT, pour un montant de 180 M CAD (121 M€). Air Canada a justifié ce retrait en avançant des obstacles liés à la législation antitrust, notamment sur le territoire européen. L'offre initiale (720 M CAD / 484 M€) faite en juin 2019 avait été considérablement revue à la baisse dans le contexte de la pandémie et de l'arrêt du trafic aérien. Le rachat avait été validé par les autorités canadiennes en février 2021 mais était toujours examiné par la Commission européenne, qui avait déjà émis de sérieux doutes quant à cette fusion. Dans un communiqué de presse, Air Canada a ainsi annoncé « *qu'après un examen attentif de la situation, il semble que fournir de coûteuses concessions supplémentaires, qui ne suffiraient peut-être pas à garantir la validation de la fusion par la Commission, risquerait de compromettre la compétitivité d'Air Canada sur le marché aérien international* ».

3 Finance - Banques

La Banque de Montréal (BMO) recentre ses activités sur l'Amérique du Nord

La Banque de Montréal (BMO) a annoncé la vente de son activité de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Asie, à la société américaine Ameriprise Financial, pour un montant total estimé à 1,1 Md CAD (735 M€). La banque canadienne a indiqué vouloir se concentrer sur ses activités de gestion d'actifs et d'investissement en Amérique du Nord.

4 Transports et infrastructures

Concurrence entre Canadian National Railway et Canadian Pacific pour le rachat de Kansas City Southern

Les deux principales entreprises du rail canadien, Canadian National Railway (CN) et Canadian Pacific Railway (CP), se retrouvent en concurrence pour

l'acquisition de l'américain Kansas City Southern. Après une première offre de CP de 25,2 Md CAD (16,6 Md€), CN a annoncé avoir fait une offre de 29,9 Md CAD (19,7 Md€). Une nouvelle enchère de CP serait attendue dans les prochaines semaines. En cas d'acquisition de la Kansas City Southern, il s'agirait du rachat le plus important d'une entreprise américaine du rail par un concurrent canadien depuis près de 20 ans. Par ailleurs ce rachat ouvrirait à l'acquéreur les portes d'un important marché au sud des États-Unis et au Mexique.

5 Numérique / Tech

Atos fait l'acquisition du Canadien Processia

Atos a annoncé le 20 avril avoir signé un accord en vue d'acquérir Processia, intégrateur canadien de systèmes de gestion du cycle de vie des produits (PLM) et partenaire « Services » mondial de Dassault Systèmes. Conformément à sa stratégie sectorielle, cette acquisition va renforcer la capacité d'Atos à accompagner la transformation digitale des entreprises industrielles, accélérant leur entrée dans l'ère de l'Industrie 4.0. Les compétences de Processia viendront enrichir la division « PLM et solutions d'ingénierie » d'Atos, complétant ses offres de services actuelles de technologies Siemens, PTC et Dassault Systèmes. D'autre part, cette transaction permettra à Atos d'étendre sa présence en Amérique du Nord et en Europe, notamment en Belgique, au Canada, en France, en Inde, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Fondée en 2000, Processia offre des services de conseil, d'intégration et de gestion pour les entreprises des secteurs de l'aérospatiale, de l'automobile, du transport, des sciences de la vie, de la fabrication et de la haute technologie. Atos intégrera au sein de ses équipes les plus de 250 professionnels de Processia.

Deux nouvelles « licornes » canadiennes

La société Clear Finance Technology Corp. a annoncé une nouvelle levée de fonds de 100 M USD (83 M€), lui permettant ainsi d'atteindre une valorisation proche de 2 Md USD (1,7 Md€). L'entreprise, fondée en 2015, s'est spécialisée dans le financement des plateformes

de e-commerce et a connu un développement de son activité rapide dans le contexte de la pandémie. La startup torontoise Alphawave, un des principaux fournisseurs du marché des semi-conducteurs, a également annoncé un nouvel investissement des fonds BlackRock et Janus de 510 M USD (423 M€), portant la valorisation de l'entreprise à près de 4,5 Md USD (3,7 Md€). Alphawave, créée il y a quatre ans, a connu une croissance rapide sur le marché des fournisseurs de composants électroniques, portée notamment par le développement des nouvelles générations de technologies de communication.

NB : on parle généralement de « licorne » pour les sociétés dont la valorisation dépasse 1 Md USD (820 M €).

La société marseillaise de service TI Klanik poursuit son expansion à Montréal

Dix-huit mois après son implantation à Montréal, la société marseillaise de conseil, recherche et développement en TI Klanik planifie de nouveaux investissements au Québec. Au cours des prochains

mois, elle souhaite notamment développer sa branche spécialisée en cybersécurité et faire de la filiale montréalaise son pôle d'excellence en Amérique de Nord. À Montréal, une équipe de 30 experts développe et conçoit les projets d'envergure de Klanik dans les univers du CloudDevOps et de la cybersécurité.

AMA renforce sa présence en Amérique du Nord par l'ouverture d'un bureau à Montréal

AMA, pionnier français du marché des solutions de *smart workplace* utilisant la réalité assistée, a annoncé le 1er avril l'ouverture de nouveaux bureaux à Montréal. AMA répond à des besoins de téléassistance, d'inspection et de formation à distance grâce à une plateforme de réalité assistée. Son logiciel XpertEye, adapté à de nombreux équipements connectés comme des smartphones, des tablettes, des lunettes connectées, des caméras et des microscopes, est déjà utilisé au sein de nombreuses industries. Cette nouvelle implantation permettra à AMA de se rapprocher de ses clients et prospects dans la région.

Évènements

5 mai : « Advancing sustainable Finance in France and Canada »

L'Ambassade de France au Canada et la Chambre de commerce franco-ontarienne (FCCCO) organisent un webinaire autour des enjeux de Finance durable, en présence de l'Ambassadrice de France au Canada Kareen Rispal et d'experts français et canadiens du secteur financier. L'inscription est disponible [ici](#).

5 mai : Webinaire de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain : Perspectives générales sur le marché européen - Pleins feux sur le développement dans le contexte actuel

La CCMM organise le 5 mai prochain un panel d'experts, animé par Antoine Krug, directeur de l'investissement, Fonds transatlantique (une collaboration entre Desjardins Capital et Siparex) sur le thème : « Comment tirer profit de la situation actuelle pour développer le marché européen? ». La déléguée générale du Québec en France Michèle Boisvert participera à cette discussion accompagnée de Stephen Wilhelm, vice-président régional, Développement des affaires internationales, Exportation et développement Canada et de Julien Tougeron, directeur senior, Investissement et Développement des affaires chez Business France Amérique du Nord. Inscription [ici](#).

6 mai : « Réseautage Est-Ouest » organisé par le CCI française au Canada

La CCI de Montréal organise une rencontre entre le France Executive Circle, qui concentre les acteurs économiques français de l'Ouest canadien, et les membres de la CCI française au Canada, dont les entreprises sont majoritairement situées à l'Est. Plus d'informations [ici](#).

10-12 mai : 2ème édition du Forum Mobilit.AI

IVADO, l'IRT Saint Exupéry (France), l'Institut Intelligence et données (IID), le CRIAQ et ANITI organisent la 2e édition du forum Mobilit.AI du 10 au 12 mai 2021 sous un nouveau format interactif et 100% virtuel. Mobilit.AI est un événement international qui rassemble une communauté d'experts de l'intelligence artificielle pour les systèmes critiques dans le domaine du transport et de la mobilité (aéronautique, automobile, rail, espace, drones, etc.). Cette communauté est composée de chercheurs académiques, industriels et issus des entreprises de la tech, mais également d'experts en sûreté de fonctionnement et en ingénierie des systèmes embarqués critiques. Montréal a accueilli en 2019 la 1ère édition de Mobilit.AI pendant laquelle environ 170 experts et 26 conférenciers et panélistes se sont rassemblés. En 2021, cette 2e édition du forum réunira une trentaine de conférenciers. Plus d'informations et inscription : <https://www.mobilit.ai/>

12 mai : « Importing Food products in Canada from the EU » (EUCCAN)

Dans le cadre du CETA, les échanges de produits agricoles et alimentaires sont en augmentation entre l'UE et le Canada. Le séminaire organisé par l'EUCCAN vise à donner aux acteurs souhaitant pénétrer le marché canadien des éléments pour faciliter les démarches administratives : enregistrement, logistique, déclaration douanières, etc. Le lien d'inscription est disponible [ici](#).

19 mai : « Vous lancer au Canada ! », événement organisé par la CCI française au Canada

La CCI française au Canada organise une série de tables rondes et de réseautage avec des experts dédiés aux projets d'implantation au Canada. Les partenaires de cet événement sont notamment la BPI et France Export, et sera introduit par l'Ambassadrice du Canada en France, Isabelle Hudon. Vous pouvez retrouver les informations [ici](#).

25-27 mai : Canadian Immigration Virtual Summit, Conference of Board

Pour la septième année, le Conference of Board organise un forum sur les conditions d'arrivée au Canada, l'impact du Covid cette année ainsi que la manière dont le Canada peut s'appuyer sur les flux migratoires pour améliorer ses perspectives de reprise. Les informations sont à retrouver [ici](#).

27 mai : « Europe Canada Tech Business Days »

La chambre de commerce UE-Canada (EUCCAN) organise une série de panels et de sessions de réseautage, en partenariat avec Enterprise Europe Network (EEN), la Chambre de commerce de l'UE Canada West et l'Association canado-européenne pour l'investissement et le commerce (CEUTIA), tournés vers les problématiques « tech » dans les secteurs agricole, industriel et médical. Plus d'informations [ici](#).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international